

# Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 43 de janvier 2010 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne  
Bulletin édité par Attac-Isère  
Siège social et adresse postale :  
Maison des Associations  
6, rue Berthe-de-Boissieux - 38000 GRENOBLE  
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>  
Directeur de la publication : Bernard Labouré  
Mise en page : Georges Veyet  
CPPAP : en cours d'enregistrement  
Imprimé par nos soins

« Si le climat était une banque, les pays riches l'auraient déjà sauvé »

(Hugo Chavez à Copenhague décembre 2009)

## Trois leçons rapides de « Flopenhague »

Un accord qui n'en est pas un. Deux ans de négociations pour aboutir sur une déclaration très en retrait par rapport aux objectifs fixés à Bali en décembre 2007 par tous les pays. On nous avait annoncé *Hopenhague* –à partir du mot « hope » signifiant « espoir »– nous avons eu *Flopenhague*. Il est temps de tirer quelques premiers enseignements.

### La réal-géopolitique l'emporte sur les bonnes intentions climatiques.

Avant l'ouverture de la COP-15, nous avons pointé les risques de remise en cause du cadre onusien multilatéral de négociations.

Au final ce sont bien les 27 pays composant le Forum des Économies Majeures qui ont peu ou prou négocié et conclu un texte qu'ils ont cherché à imposer aux gouvernements des autres pays, avec beaucoup d'arrogance semble-t-il. Si le résultat est mitigé, puisque les parties n'ont fait que « prendre note » du texte proposé, le détournement des processus de négociations officielles onusiennes est bien réel avec la création d'un circuit parallèle. Comme l'ont dit certains observateurs, « **on a commencé avec l'ONU et on a fini avec le G20** », peut-être de manière irréversible.

Depuis quelques jours d'ailleurs, Nicolas Sarkozy et son gouvernement ne cessent de tacler le « système onusien » qui serait « à bout de souffle » et d'un « autre temps », ne laissant pas suffisamment de place « aux grands émergents ». Des pays comme Tuvalu ou la Bolivie crient au scandale anti-démocratique en pointant une « forfaiture » insupportable. Il est clair aujourd'hui que la diplomatie climatique d'Obama ou Sarkozy avait peu à voir avec les enjeux climatiques mais beaucoup avec les nouveaux équilibres géopolitiques mondiaux en train de se construire. Ainsi se comprennent les velléités d'isoler la Chine de ses alliés, tels les pays africains ou l'Inde. Si l'on ne sait pas encore de quoi demain sera fait, il ne semble pas qu'Obama et Sarkozy sortent renforcés sur la scène internationale.

Au contraire, à en croire les journaux danois, la Cop-15 a révélé que « *le vieux modèle de la Banque mondiale - où le pouvoir est partagé entre Washington et Bruxelles - ne fonctionne plus* » et que la Chine a « *imposé son statut de superpuissance* » sur la scène diplomatique. Ne pas en tenir

compte et considérer que la science et la justesse des propositions suffiraient à sauver le climat seraient une erreur. La réal-géopolitique s'est invitée dans les négociations climatiques. Il y aura bien un avant et un après Copenhague. Mais peut-être pas celui que les ONG espéraient.

### Le lobbying climatique a atteint ses limites

Depuis plus de 20 ans, les ONG environnementales n'ont cessé d'alerter les opinions publiques et ont finalement obtenu une véritable prise de conscience des problèmes climatiques et environnementaux produits par nos modes



de consommation et de production. C'est décisif, nous ne pouvons que les remercier de ce travail. Ces derniers mois, elles n'ont pas ménagé leurs efforts. Des dizaines de rapports et de propositions, un nombre incalculable de rencontres avec les gouvernements ou négociateurs officiels, des campagnes d'interpellation publique pour mobiliser les populations, etc. Tout y est passé.

En vain. Il est bien-entendu possible de se lamenter de l'inaction des puissants, de leur aveuglement et de leurs

Adhésion 2010

Pensez à renouveler dès maintenant  
votre adhésion pour 2010

(Voir le bulletin d'adhésion joint à ce GDS)



mensonges. Depuis samedi les réactions en ce sens se multiplient. Mais **le Flop de Copenhague** doit aussi interroger les stratégies des uns et des autres. Il montre en creux les limites des actions de plaidoyer et de lobbying.

Preuve semble faite que la maîtrise de l'expertise technique et l'interpellation des opinions publiques par opérations de communication ou mass médias ne suffisent pas à obtenir des décisions à la hauteur des enjeux. Se retrouver en tête-à-tête avec les décideurs sans disposer du rapport de force social nécessaire pour imposer ses solutions revient à espérer que seul l'intérêt général dicte les décideurs de ce monde. C'est peu probable dans le cas général, ça l'est encore moins lorsque la real-géopolitique s'invite au cœur des négociations.

Et dans la mascarade que nous venons de vivre, les ONG qui s'étaient concentrées sur le lobbying interne semble à la fois démunies et abattues. Entendons-nous. Le propos n'est pas de conclure que le lobbying et la communication grand public sont inutiles. Mais qu'ils ne peuvent être fructueux que pensés dans la construction d'un rapport de force social ne transigeant pas avec des véritables objectifs de transformation du monde dans lequel nous vivons.

#### **L'arrivée massive des mouvements sociaux dans la bataille climatique**

Finalement, si le sommet de Copenhague restera dans les mémoires, c'est parce qu'il marque l'arrivée massive des mouvements sociaux dans la bataille climatique. C'est décisif. Il y aura aussi un avant et un après Copenhague 2009 de ce point de vue.

L'avenir nous dira si, 10 ans après Seattle, la « *convergence inédite entre mouvements sociaux, mouvements écologistes, mouvements de solidarité internationale* » observée à Copenhague fait réellement « *naître un nouvel espoir et constitue un tournant du mouvement altermondialiste* », comme le dit Attac. A l'image de Seattle, des tactiques et pratiques militantes très diverses ont pu se côtoyer, se mêler et se renforcer mutuellement. A

l'immense manifestation du 12 décembre réunissant 100.000 personnes, se sont ajoutées l'excellente déclaration « **Changeons le Système ! Pas le Climat !** » et les 300 initiatives (débats, présentation de rapports, expositions, théâtre, concerts...) du KlimaForum, portées par plus de 250 organisations.

Il faut y rajouter les multiples actions de rue qui ont maintenu la pression et l'expression citoyenne durant les deux semaines. Et notamment l'initiative du 16 décembre, « Reclaim Power », portée par les coalitions Climate Justice Now! et Climate Justice Action, mêlant une manifestation et des actions visant à se rapprocher au plus près du Bella Center et des interventions à l'intérieur même des négociations pour bousculer les négociations officielles en créant un « Forum des Peuples » et faire entendre les propositions de celles et ceux qui ne sont jamais écoutés. Avec les tensions et divisions entre pays et blocs de pays au sein de négociations, tous les ingrédients de Seattle étaient donc réunis. Avec une différence notable. Il y a dix ans, il s'agissait de bloquer les négociations de l'OMC visant à libéraliser des pans entiers de services publics et d'activités essentielles aux populations.

A Copenhague, les coalitions d'ONG et de mouvements sociaux exigeaient l'obtention d'un accord contraignant, juste et à la hauteur des enjeux.

Le climat étant le premier sujet politique planétaire à solidarité obligatoire, l'obtention d'un tel accord, dans un cadre onusien multilatéral, est une absolue nécessité. Après Copenhague, il devient évident que seul un rapport de force mondial construit par des mobilisations citoyennes et sociales sans précédent peut l'autoriser. Il faut s'y mettre dès aujourd'hui. En ancrant nos revendications globales dans des mobilisations et alternatives locales et nationales. Sans transiger sur le fond.

Par Maxime Combes

(Aitec-IPAM et Urgence Climatique Justice Sociale)

21/12/2009

### **Dix jours au Contre-sommet de Copenhague**

Le rendez-vous militant de l'année 2009, c'était le sommet de Copenhague. Cela faisait depuis plus d'un an que les réseaux européens essayaient de mobiliser sur cette date. Les « Désobéissants » ont pour l'occasion réservé le bus « Caravane Solidaires », qui suit habituellement l'Alter-Tour pendant l'été et la caravane des mal-logés du DAL à l'automne. Le bus roule à l'huile de friture ; ce qui réduira d'autant notre empreinte écologique. Dedans, nous sommes 34 militants.

Départ de Paris le mardi 08 décembre à 16h00 ; arrivée à Copenhague le jeudi 10 décembre à 7h00 (formule comprenant une nuit à la Maison de la Paix de Bruxelles et 3 heures de contrôle en arrivant au Danemark). Nous sommes hébergés dans une école désaffectée proche du centre-ville, prêtée pour l'occasion par la municipalité au réseau Climate Justice Action – CJA. Pas de douche, mais un léger chauffage d'appoint et des cuisines collectives bio. Petit village autogéré d'hiver où nous sommes, au plus fort de la mobilisation – le week-end du samedi 12 – un millier à vivre.

Je pars avec le lever du jour découvrir les lieux.

- KlimaForum : c'est le lieu du Sommet alternatif, face à la gare centrale de Copenhague. Un complexe sportif pour

accueillir les militants dans sept salles de conférences et projections, entre 10h00 et 23h00. Un point restauration, une buvette, 60 connexions Internet.

- Bella center : c'est le lieu officiel de la conférence des Nations unies, un palais des congrès situé à 5 kms à l'extérieur de la ville. Dans le hall d'entrée, des queues devant les portiques détecteurs de métaux ; dans le second hall, de nouvelles queues pour les personnes qui viennent retirer leur accréditation, puis le contrôle des badges pour aller plus loin. Je m'arrête là.

Ce sont ici les deux points centraux du Sommet de Copenhague, avec autant que faire se peut des va et viens réguliers entre les deux espaces. Comme par exemple les deux rencontres quotidiennes au KlimaForum, à 11h00 et 19h00, où des personnes de la société civile accréditées à suivre les négociations à Bella Center dressent un portrait général de la tournure des discussions.

Place de l'Hôtel de Ville, l'espace Hopenhagen permet à quelques entreprises (Siemens, Coca-Cola, SAP...) d'exposer au public les efforts qu'elles déploient pour préserver la planète. Devant le Parlement, le Ministère de l'Énergie a installé un gros ballon représentant la Terre et appelle à



(Notre climat n'est pas à vendre)

Histoire de continuer à participer aux actions et de faire quelque chose de nouveau, je me lance dans le journalisme radiophonique indépendant. La journée nous prenons des sons (manifs, interviews de personnes revenant du Bella Center, etc.) et, après un rapide montage en soirée, nous nous installons à 23h00 derrière les micros de la radio Web d'IndyMédia et dressons en français un rapide panorama de la journée (émissions écoutables sur radiosterni.qsd.org). Le mercredi 16, aux côtés de cinq camarades anglais, allemands et espagnols, nous participons ainsi, « depuis les studios », à la couverture radio polyglotte de l'action « Reclaim Power ».

Le lendemain, jeudi 17, c'est déjà l'heure des adieux. Rendez-vous à 5h00 au bus Caravane Solidaires. La température a hélas baissé grandement pendant la nuit : l'huile de friture est figée et obstrue les filtres... Départ finalement à 16h00, pour un retour à Grenoble le samedi 19 à 15h00.

Nikolaz Berthomeau

réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Recouvrant les façades de l'Ambassade de France, de grands panneaux présentent les engagements du gouvernement français dans le respect de l'environnement.

On retrouve des amis, on discute, on boit des bières. Ce jeudi soir, retour à l'école pour l'AG de notre groupe du bus, histoire notamment de fixer notre organisation collective et notre date de retour. Sur place, l'action du lendemain est en cours de répétition générale. De ce vendredi jusqu'au mercredi suivant, chaque journée est occupée par différentes actions, de la manifestation classique à l'action de désobéissance non violente.

Rien, somme toute, que de très habituel pour un Contre-sommet altermondialiste.

## SNCF 2010 : en voiture....vers la privatisation

Par petites touches successives, le gouvernement Sarkozy, s'appuyant sur des directives européennes transposées en lois françaises et tournant le dos à une gestion intégrée de l'entreprise met en place un processus de privatisation de cette entreprise publique. L'affaire est bien engagée pour le transport du fret et des voyageurs .

### Mise en place d'une activité « Fret » autonome annonçant sa filialisation

Les plans fret de 2004 à 2008 n'ont abouti qu'à affaiblir le trafic et à le « transférer » sur la route ; le prochain plan qui démarre va ajouter 1,5 millions de camions supplémentaires sur les routes (30 camions par jour et par département) avec le quasi abandon de transport par wagon isolé. Est-ce bien là, comme le proclame la SNCF « un nouveau transport écologique de marchandises » ? N'est-ce pas la fin programmée d'un service public ferroviaire de proximité ?

D'ailleurs la loi du 8 décembre 2009 permet la création d'opérateurs ferroviaires privés de proximité chargés des dessertes locales. Certes le gouvernement annonce à grand renfort médiatique « un engagement national pour le fret ferroviaire à hauteur de 7 milliards d'euros » avec création d'autoroutes ferroviaires (camions sur des trains), TGV fret. Mais sa réalisation est à l'horizon 2020, aucun engagement ferme n'est formellement acté et sur les 7 milliards, 4,5 concernent des investissements déjà arrêtés et non réalisés. Enfin et surtout, il y a déjà maintenant un énorme enjeu de transfert de mode de transport : sur 250 milliards de tonnes / Km de transport de marchandises en France, tout mode confondu, seuls 24 milliards étaient assurés par le ferroviaire et le report du mode routier plus polluant sur le mode ferroviaire et fluvial plus économe en énergie est une

nécessité qui ne peut attendre une décennie. La disparition annoncée d'un service public de fret se fait au profit d'intérêts privés au détriment d'un aménagement du territoire.

### La libéralisation du transport de voyageurs est en marche

Depuis le 13 décembre 2009, l'application d'une directive européenne permet cette libéralisation pour les services internationaux de voyageurs : des compagnies ferroviaires privées pourront faire circuler leurs trains sur le réseau français écrémant les meilleurs trafics du réseau national, avec la perspective de filialiser puis de privatiser la branche TGV, la plus performante.

**Des menaces précises** pèsent sur les « Transports Express régionaux » (TER)

Alors que la suppression envisagée des trains interrégionaux « Corail », et des trains autocouchettes risque d'enclaver des régions entières, c'est les trains du quotidien qui sont attaqués ; là aussi les directives européennes permettent aux régions, autorités organisatrices du transport de voyageurs sur les régions, de mettre en concurrence la SNCF, prestataire des services ferroviaires, avec d'autres sociétés privées ferroviaires européennes ouvrant la voie à une privatisation de fait de ce service éminemment public. Déjà, la région Alsace s'est portée candidate ; prudemment, le gouvernement reporte ces expérimentations après..... les régionales.

**Des restructurations internes** se mettent en place permettant des filialisations et plus tard des privatisations par « appartement ».

- création d'une branche « Gares et connexions » séparée chargée de la gestion des gares,
- création de deux activités voyageurs distinctes : Voyages SNCF » (essentiellement TGV) et TER et Francilien, Pour les investissements de lignes nouvelles (TGV), cofinancement privé/public et remise de la gestion de ces lignes pour plusieurs décennies à des entreprises privées.
- création d'une autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF, chargée de veiller à ce que « les conditions d'accès au réseau ferroviaire n'entravent pas le développement de la concurrence ».

Ce qui se passe à la SNCF s'est passé à France Télécom, GDF, la Poste... Un cocktail de décisions de l'Union

européenne, du gouvernement français, des directions d'entreprises nationales : elles visent toutes à libéraliser ces services publics qui inévitablement amèneront leur privatisation.

Ainsi, du service public ferroviaire : accès de tous aux services, égalité de traitement, péréquation des tarifs (les recettes importantes du TGV compensant celles plus faibles des trains interrégionaux), gestion intégrée des différentes activités dans une même entreprise publique nationale...il ne restera qu'une coquille vide.

Des mobilisations pour la défense et l'amélioration des services publics s'organisent : en particulier des « États généraux des services publics » au niveau local et régional.

Soyons y présents et actifs.

Bernard labouré

## Le courrier des lecteurs

Du 20 au 27 janvier 2010 se tiendra à la Maison des Associations de Grenoble une **Semaine de solidarité avec les victimes de la vaccination de masse contre l'hépatite B** lancée en 1994 par Philippe Douste-Blazy dès son arrivée au ministère de la Santé. C'est donc la première fois depuis 15 ans qu'une telle manifestation est rendue possible dans notre région, ceci au nom de trois motivations essentielles :

- 1/ le droit à la liberté d'expression
- 2/ le droit à une information plurielle
- 3/ le droit à la solidarité, l'une des trois valeurs républicaines figurant au fronton de nos mairies

### 1/ liberté d'expression :

depuis 15 ans, une chape de plomb d'une efficacité redoutable écrase sous le silence des milliers de victimes d'une vaccination dont il est pourtant reconnu par toutes les autorités indépendantes qu'elle aurait dû être limitée aux populations à risque, mais qu'étendue à la population générale, **elle n'avait obéi qu'à des fins strictement commerciales**. Pourquoi cette omerta massive ?

Deux raisons :

- ♦ un enjeu financier pharaonique tant pour les fabricants des vaccins (des milliards d'euros) que pour l'État qui a la responsabilité de ses décisions et doit indemniser.
- ♦ un enjeu idéologique porté au nom de la prévention par une très grande majorité du corps médical (Ordre des médecins en tête) qui nie systématiquement les accidents et n'a pas craint de faire pression sur les juges. Selon eux, les reconnaître serait porter atteinte à la foi dans les vaccins. Quiconque s'interroge porte automatiquement l'étiquette d'*antivaccinaliste* même s'il ne l'est pas, chantage qui interdit tout débat et toute recherche objective de la vérité.

### 2 / Information ou désinformation ?

Inutile de rappeler ce que fut la propagande largement diffusée sur nos radios et nos écrans entre 1994 et 1998 (arrêt Kouchner) : « *L'hépatite B tue en un jour plus que le sida en un an* », etc.

Ces mensonges monumentaux destinés à créer la panique sont si bien documentés qu'ils ont valu en 2007 aux deux fabricants ayant sévi en France une mise en examen pour... 9 délits passibles de lourdes sanctions.

Mais si le bénéfice de cette vaccination est toujours mis en avant par les autorités de tutelle et lui vaut d'être toujours inscrite dans le calendrier vaccinal de nos enfants, si l'OMS a étendu cette vaccination au monde entier à la grande satisfaction des fabricants qui, perdant en Occident le marché des adultes, avaient bien besoin d'une compensation, il est beaucoup plus rare d'entendre parler

des risques et en tout cas jamais d'une réalité pourtant bien établie : **on guérit de l'hépatite B dans plus de 95% des cas sans aucune médication**. Ce sont exactement les mêmes fabricants dont on entend parler depuis 6 mois.

### 3/ Solidarité ?

Si les infirmiers et les infirmières lésés en très grand nombre en ont reçu de leurs propres syndicats aujourd'hui très remontés contre la vaccination obligatoire de leurs troupes, ils n'en ont reçu aucune des autres syndicats, ni des associations d'éducation populaire, ni des associations de défense des droits de l'homme alors que leurs droits à des procès équitables étaient manifestement bafoués, ni de celles qui défendent la santé et l'environnement (sauf les Verts qui ont demandé en vain en 2001 une commission d'enquête parlementaire), l'environnement n'étant jusqu'à présent conçu que sous son aspect extérieur (pollutions de l'air, de l'eau, des cultures, OGM, etc). Combien faudrait-il encore d'années pour qu'on s'interroge sur les effets (et j'en oublie) quand ils sont injectés ?

Va-t-on reproduire le scandale de l'amiante ? **Donc solidarité, fort peu. Pourquoi ?**

Sans doute toujours le même tabou autour des vaccinations, mais aussi la peur de se compromettre ou de perdre des crédits accordés à certaines associations qui défendent la santé à la condition expresse qu'elles fassent la preuve de leur foi dans les vaccins. **Il va de soi que les associations de victimes ne reçoivent aucun soutien financier.**

**Question** : est-il moral d'abandonner des gens – vaccination obligatoire ou non – qu'on a sacrifiés à la santé des autres ? Si la solidarité a joué dans un sens, ne doit-elle pas être réciproque ?

**Autre question** : quelle leçon doit-on tirer des expériences passées ? Nous sommes en 2009 exactement devant le

même scénario qu'en 1994 : manipulation des masses au bénéfice des mêmes fabricants. Seuls quelques acteurs ont changé : Roselyne a remplacé Philippe Douste-Blazy qui a depuis admirablement su prendre le large. Mais Roselyne ne risque rien non plus : la seule leçon que nos responsables de santé publique ont tirée du désastre sanitaire de la vaccination hépatite B en France n'a pas été le retour au **principe hippocratique de prudence**, mais une mesure radicale pour **se protéger des procès** qui pourraient leur être faits à l'avenir. Notre Parlement y a pourvu. C'est voté. S'il y a des accidents, les victimes ne pourront rien faire.

**L'impunité est accordée d'avance** : « *Nonobstant les dispositions de l'article L. 1142-1, les professionnels de santé ne peuvent être tenus pour responsables des dommages résultant de la prescription ou de l'administration d'un médicament en dehors des indications thérapeutiques ou des conditions normales d'utilisation prévues par son*

*autorisation de mise sur le marché ou son autorisation temporaire d'utilisation, ou bien d'un médicament ne faisant l'objet d'aucune de ces autorisations, lorsque leur intervention était rendue nécessaire par l'existence d'une menace sanitaire grave et que la prescription ou l'administration du médicament a été recommandée ou exigée par le ministre chargé de la santé en application des dispositions de l'article L. 3110-1.* »

Article L3110-3 CSP Modifié par Loi n°2007-248 du 26 février 2007 - art. 1 JORF 27 février 2007

Lucienne Foucras

Auteure du *Nouveau Dossier noir du Vaccin Hépatite B*, éd. Marco Pietteur 2009

Adhérente du REVAHB : [www.revahb.fr](http://www.revahb.fr)

de SERA (Santé Environnement Rhône Alpes), d'ATTAC et de SURVIE.

## Billet d'humeur

Pour une fois, le dénommé Nobel ne va pas se retourner dans sa tombe suite à la nomination d'Obama au titre de Nobel de la paix. Un lauréat enfin digne de respect !

Je me permets de rappeler qu'Alfred Nobel était un chimiste et industriel suédois, inventeur de la dynamite, dont la fortune est devenue colossale du fait de son commerce des armes (au 19<sup>ème</sup> siècle).

Donc, quoi de plus naturel enfin, d'attribuer le prix Nobel à un chef d'État qui non seulement maintient des troupes d'occupation en Irak, a décidé d'envoyer 30 000 GI 's de plus en Afghanistan, sollicite les pays de l'OTAN (organisation de défense de l'Atlantique Nord, mais les Américains ont toujours été fâchés avec la géographie, tel Reagan [1]) pour envoyer des renforts, etc., et en plus sous-traite des actions de « maintien de l'ordre » à des entreprises privées, comme ses prédécesseurs. Dans l'ouverture des marchés en faveur de la prospérité du commerce des armes, Obama est digne de la reconnaissance éternelle d'Alfred (Nobel) !

Bref un prix Nobel de la paix enfin conforme à la trajectoire scientifique et industrielle de celui qui lui a donné son nom (par legs de son immense fortune, faut-il le dire). Une fois n'est pas coutume ! Enfin un prix Nobel de la paix, noblement attribué.

Gérard Beck

[1] Le dénommé Reagan avait cru comprendre que la Tchécoslovaquie était un pays bornant la Méditerranée. Véridique !

### Rencontre avec attac-Isère

Adhérents, ex adhérents, sympathisants, « curieux » d'Attac, vous êtes cordialement invités à une

**Quoi ? -> SOIRÉE RENCONTRE - DÉTENTE - DÉBAT**

**Quand ? -> Mercredi 10 février 2010... à partir de 19h00**

**Où ? -> Centre social du Vieux Temple  
2, rue du Vieux Temple - Grenoble  
(accès par tram B arrêt « Musée »)**

**Avec ? -> le film « Ma vie à Attac 06 »  
sur la découverte d'Attac par un nouvel adhérent**

Réservez votre soirée

On partagera ensemble tout ce que chacun aura apporté, salé ou sucré  
Attac-Isère se charge de la boisson



## Collectif Urgence Climatique et Justice Sociale



Le collectif grenoblois UCJS composée d'une douzaine d'organisations dont attac-Isère, a appelé le samedi 12 décembre 2009 en même temps que la manifestation de Copenhague à un rassemblement et une manifestation au centre ville. Cet événement qui s'est déroulé sous la pluie a été décevant par le nombre peu important de participants (le temps ?, les fêtes de Noël proches ? les jeux sont faits d'avance ?...).

Quoi qu'il en soit toutes les organisations étaient présentes avec une banderole de tête commune, un tract commun (inspiré de la plateforme nationale) et chacune avec sa spécificité ou son mot d'ordre. Pour attac-Isère, nous avons repris le mot d'ordre de Copenhague :

« **Changeons le système !  
Pas le climat !** »

(Titre de la Déclaration finale des Peuples au Klimaforum09, sommet alternatif de Copenhague.)

Georges Veyet



*Vœux, ..... vœux, .....vœux, .....*

Pour l'année 2010, attac-isère s'associe pleinement au message envoyé par attac-France ci-dessous et transmet à chacune et chacun d'entre vous ses meilleurs vœux militants pour un autre monde non seulement possible, mais absolument nécessaire.

En 2010, le G20 a liquidé les paradis fiscaux, résolu la crise financière, et moralisé le capitalisme. Sarkozy a taxé les bonus des traders, créé une fiscalité écomogique, sauvé la planète à Copenhague. Le traité de Lisbonne a été démocratiquement entériné.

Cette année, Sarkozy, Brown et Merkel... vont-ils adhérer à Attac ???

**Pour 2010,  
Souhaitons-nous une année d'actions et de luttes  
qui redonnent leur sens aux mots.**

Attac France



## INFOS pratiques



### Boîte vocale

**04 76 47 32 81**

*Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.*

### Contacts

#### Grenoble

Tous les mercredis, permanence, de 15 h à 18 h à la Maison des Associations.

**04 76 47 32 81**

#### Grésivaudan

info-attacgresivaudan  
@googlegroups.com

#### Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net  
**04 76 64 00 48**

#### Attac campus

attacampus38@gmail.com

#### Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org  
**04 74 97 60 59**

### Site web

[www.local.attac.org/attac38](http://www.local.attac.org/attac38)

### Adresse électronique

[attac38@attac.org](mailto:attac38@attac.org)

### Adresse postale

Attac-Isère  
Maison des associations  
6, rue Berthe de Boissieux  
38000 Grenoble

### Agenda

**Groupe éco** : lundi 18 janvier, 18 h 30, MDA

#### Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

**Groupe Grésivaudan** : tous les premiers mardi du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles,

**CA** : mardi 9 février, 19 h, MDA

**Radio** : tous les 3ème mercredi du mois émission attac sur radio Grésivaudan